

ANALYSE

Garanties à l'investissement

La caution de la Banque mondiale

• La Miga, sa filiale, assure les prêts des pays émergents

• PPP, municipalités, dettes souveraines... le champ d'action

L'AGENCE multilatérale de garantie des investissements (Miga), filiale de la Banque mondiale, cherche à renforcer ses relations avec le Maroc, l'un de ses 181 membres qui n'a pas encore bénéficié de ses prestations. C'est d'ailleurs à cet effet que Keiko Honda, vice-présidente de la Miga a effectué son tout récent séjour à Rabat, le deuxième en un mois, insiste-t-elle. «Ce déplacement fait suite à une première

cadre de partenariats public-privé et de projets publics initiés par le gouvernement ou les municipalités. Une occasion qui a permis de présenter les produits et incitations à l'investissement proposés par l'agence. Pour les pays à bas revenus, sont essentiellement utilisés les produits «Assurances Risques Politiques» pour attirer des investisseurs privés, fait observer Honda. Quant aux pays à revenus moyens, comme c'est le cas du Maroc, l'agence souhaite développer son levier «rehaussement de crédit». Un produit qui permet justement de baisser les coûts de financement des investissements des projets publics, selon la responsable de la Miga. Cette dernière affiche l'ambition de l'agence d'accompagner également les municipalités dans leurs besoins de financement avec la possibilité de mobiliser des banques commerciales privées à

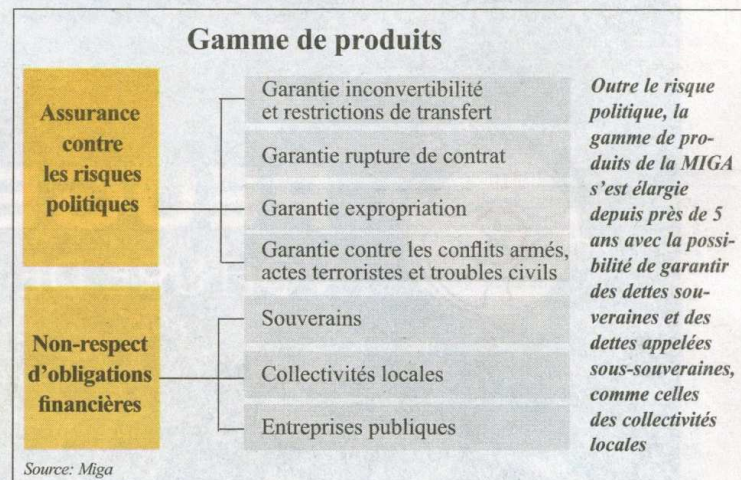
750 projets soutenus

L'AGENCE a pour mission de promouvoir l'investissement étranger direct dans les économies émergentes. «Notre mandat s'aligne sur les objectifs de la Banque mondiale, qui sont la réduction de la pauvreté et le partage de la prospérité», explique la vice présidente. Pour ce faire, «la Miga assure les investisseurs et les prêteurs contre les risques politiques et les pertes dues aux risques non commerciaux», est-il précisé. Depuis sa création en 1988, l'agence a soutenu 750 projets dans 108 pays avec un montant cumulé de garantie de près de 12 milliards de dollars. Au titre de l'exercice fiscal précédent, le montant de la garantie apporté par la Miga s'élève à 3,2 milliards de dollars, soit plus du double d'il y a cinq ans. Ce qui a permis de mobiliser 5,8 milliards de dollars. □

visite de prospection dans votre pays, afin d'examiner avec les autorités marocaines et le secteur privé les projets qui pourraient bénéficier de l'appui de notre institution», précise la responsable de la Miga. L'intérêt de la filiale de la Banque mondiale s'est particulièrement focalisé sur le soutien de projets privés dans le

des coûts moindres et sur des durées plus longues. Ces fonds seraient complémentaires à ceux apportés par les bailleurs de fonds multilatéraux ou bilatéraux.

L'organisme international a ainsi étoffé son champ d'action proposant de nouveaux produits à ses membres. La vice-présidente de la Miga rappelle



qu'au début «l'agence ne pouvait couvrir que les investisseurs privés (capitaux propres ou dettes) avec des assurances risques politiques (assurances qui permettent de couvrir les risques de transfert et convertibilité, expropriation, rupture de contrats, guerres et troubles civils)». De nombreux projets ont bénéficié à ce titre de ces couvertures. Au niveau de l'Afrique, l'agence accompagne la réalisation d'un projet de centrale électrique en Côte d'Ivoire en assurant une éventuelle rupture du contrat et en particulier la concession et l'accord d'achat d'électricité. Mais «depuis à peu près 5 ans, nous garantissons des dettes souveraines et des dettes appelées sous-souveraines, comme celles des collectivités locales», souligne-t-elle. Donc pour elle, «aujourd'hui, grâce à ces nouveaux produits, son institution pourrait accompagner le Maroc ou des municipalités du Royaume, pour leur permettre de baisser leurs coûts d'investissements». Pour étayer ses propos, elle rappelle l'exemple de la ville d'Istanbul qui a bénéficié de ce type d'accompagnement en tant que

municipalité pour la construction de son métro. «Grâce à nos garanties d'un montant de 280 millions d'euros, un groupe de banques s'est déclaré prêt à accompagner le financement d'une partie de ce projet sur une durée de 10 ans», explique la responsable de la Miga.

Lors de la dernière visite de la délégation de la Miga au Maroc, une réunion était envisagée avec une municipalité marocaine que la responsable s'est abstenue de dévoiler. L'agence de la Banque mondiale pourra également accompagner le Maroc pour devenir un hub financier au niveau du continent. Elle pourra drainer des investisseurs étrangers au Maroc et également accompagner des investisseurs marocains qui veulent investir à l'étranger. De même pour les banques marocaines actives aujourd'hui dans certains pays africains. □

Noureddine EL AISSI



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com